

## Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

# Saint-Barthélemy et la Révolution française

Ernst Ekman



Numéro 7, 1er semestre 1967

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1046338ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1046338ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

### ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Ekman, E. (1967). Saint-Barthélemy et la Révolution française. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (7), 19-37. <https://doi.org/10.7202/1046338ar>

# SAINT-BARTHÉLEMY

## ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Saint-Barthélemy est l'une des plus petites des Petites Antilles, située environ à trois cent soixante-dix kilomètres de Porto-Rico tout près de l'île franco-hollandaise de Saint-Martin <sup>1</sup>. C'est une île au climat sec, au relief rocheux et accidenté, qui est tributaire des pluies pour son approvisionnement en eau potable. De fait il lui manque presque tous les avantages naturels, excepté un excellent port, Gustavia. En ce moment, elle mérite d'attirer l'attention des anthropologues qui peuvent s'intéresser à la survivance, depuis plus de trois siècles, d'une population blanche francophone, très consciente de son héritage normand et nullement affectée par ses liens avec la Guadeloupe en tant que dépendance de ce département français <sup>2</sup>. Cependant, elle présente en même temps un intérêt considérable pour ceux qui étudient l'histoire fascinante et embrouillée des Antilles car, entre autres choses, elle a appartenu pendant près d'un siècle, de 1784 à 1878, à la Suède et a engagé ce pays apparemment lointain dans la politique des îles et l'a renseigné directement sur les événements qui se produisaient dans l'hémisphère occidental au sud des Etats-Unis <sup>3</sup>.

La relation de cette histoire se trouve facilitée par l'existence d'un très grand nombre de documents. Ils sont déposés aux Archives départementales de la Guadeloupe, à Basse-

---

1. Je suis très reconnaissant à l'*Office of Naval Research* qui a rendu possible mon voyage aux Antilles françaises pendant l'été de 1962.

2. Saint-Barthélemy est une commune administrée par un maire qui siège à Gustavia. On peut trouver beaucoup de renseignements concernant son histoire ethnique dans Guy Lasserre, *La Guadeloupe*, tome II (Bordeaux, 1961), p. 845-883. On peut également consulter l'article de Charles Robequain intitulé *Saint-Barthélemy - Terre française*, dans *Les Cahiers d'Outre-Mer*, tome II (1949), p. 14-37.

3. Ainsi, beaucoup d'informations sur les progrès des révolutions en Amérique latine parvinrent à Stockholm par l'intermédiaire des rapports du gouverneur de Saint-Barthélemy.

Terre, aux Archives nationales, à Paris, et aux Archives nationales, à Washington, D.C. <sup>4</sup>. On peut trouver d'autres matériaux historiques au *Public Record Office*, à Londres, au *Rijksarchief*, à La Haye, et au *Rigsarkiv*, à Copenhague <sup>5</sup>. D'ailleurs, il se peut bien qu'il existe des documents importants dans les archives espagnoles de même qu'il y a assurément des ouvrages de référence dispersés dans les bibliothèques privées des deux côtés de l'Atlantique. Sans prétendre avoir consulté tout ce qui a trait à Saint-Barthélemy, j'aimerais donner une idée de l'histoire de cette île en étudiant le début de la période pendant laquelle elle a appartenu à la Suède et en accordant une attention toute particulière à l'époque de la Révolution française <sup>6</sup>.

Saint-Barthélemy n'était pas la première entreprise coloniale de la Suède dans le Nouveau Monde. Bien des gens se rappelleront que, de 1653 à 1655, la Suède posséda dans le Delaware une colonie qui eut, à tout le moins, une importance architecturale en apportant au paysage nord-américain

---

4. En Suède, le fonds le plus important de documents se trouve au *Rigsarkivet* (Archives nationales) à Stockholm (*Sk Barthélemy - samlingen* : fonds de Saint-Barthélemy). Il y a d'autres documents au *Berndotteska Familjearkivet* (Archives de la famille Bernadotte), au *Krigsarkivet* (Archives de la Guerre), au *Sjöhistoriska Museet* (Musée de la Marine), au *Vetenskapsakademiens Bibliotek* (Bibliothèque de l'Académie des Sciences), au *Kungliga Bibliotek* (Bibliothèque royale) et dans d'autres bibliothèques, musées et dépôts d'archives à Stockholm. Les *Archives départementales*, à Basse-Terre (Guadeloupe) possèdent beaucoup de documents relatifs à Saint-Barthélemy. A Paris, les *Archives nationales* ont d'importants documents dans le fonds des *archives coloniales antérieures à 1815*. On pourra également consulter Thomas G. Mathews, *Two lesser known archives containing material related to the Caribbean Area*, dans *Caribbean Studies*, tome I (1961-1962), p. 26-27.

5. Le premier érudit américain qui se servit des documents danois fut Waldemar Westergaard, *The Danish West Indies under Company Rule* (New York, 1918). Ceux qui s'intéressent à l'histoire antillaise devraient savoir qu'il existe à la Bibliothèque Royale de Copenhague une très belle collection de journaux antillais danois qui sont déposés à la Bibliothèque de l'Université de Copenhague.

6. Je dois ici remercier les archivistes et les bibliothécaires, et plus particulièrement ceux de Suède, ainsi que le *Social Science Research Council* qui a facilité mon séjour en Suède en 1960-1961.

la cabane de bois finno-suédoise <sup>7</sup>. Certains se souviendront également de la position qu'occupaient les Suédois sur la Côte de l'Or, dans l'actuel Ghana, à Cabo-Corso. Ils la fortifièrent en lui donnant le nom de Karlsborg et, de nos jours l'impressionnant château de Cape Coast s'y dresse encore <sup>8</sup>. Au cours du 18<sup>e</sup> siècle, des plans furent de temps à autre établis pour obtenir une colonie aux Antilles afin de garantir à la mère-patrie une fourniture des produits coloniaux, surtout le sucre, le café et le tabac, qui épuisaient les précieux lingots du Trésor national <sup>9</sup>. On crut souvent que Tobago pourrait bien devenir une colonie suédoise et à plusieurs reprises l'on proposa que des efforts soient faits pour inciter l'Espagne à céder Porto-Rico à la Suède <sup>10</sup>. Des propositions semblables furent aussi formulées pour ce qui concerne Vièques <sup>11</sup>. Pendant la Révolution américaine, la diplomatie suédoise tâcha avec persistance de persuader les Français de transférer une île aux Antilles <sup>12</sup>. Finalement, en 1784, une convention fut signée à Paris par Vergennes et Staël (ce dernier est moins bien connu aujourd'hui que sa femme) qui cédait Saint-Barthélemy à la Suède et octroyait des privilèges commerciaux à la France dans le port de Göteborg, en Suède occidentale <sup>13</sup>. La France n'estimait pas qu'elle perdait

---

7. Il existe une abondante littérature sur cette colonie. Consulter *Swedish Settlement on the Delaware*, 2 vol. (Philadelphie, 1911) par Amandus Johnson.

8. On n'est pas d'accord sur l'identification de la partie de l'actuel château de Cape Coast qui fut construite par les Suédois (s'ils contribuèrent à sa construction).

9. Pour un aperçu général sur ces problèmes, voir : Axel Paulin. *Svenska öden i Sydamerika* (Stockholm, 1951), p. 57-58.

10. Carl Sprinchorn, *Sjuttonhundratalets svenska kolonisationsplaner*, dans *Historik tidskrift*, tome XLIII (1923), p. 142-148. Voir aussi : Ingegers Hildebrand, *Den svenska kolonin S : T Barthelemy och Västindiska kompaniet from till 1796* (Lund, 1951), p. 11.

11. Aux Archives nationales, à Stockholm, il y a, par exemple, dans le fonds de Saint-Barthélemy (cité ci-dessous sous le sigle S B S), une lettre d'un citoyen de Saint-Barthélemy, Runnels, à O. E. Bergius, de Stockholm, datée du 27 juillet 1822, dans laquelle Vièques est de nouveau proposée comme une colonie possible.

12. Hildebrand, *Den svenska kolonin*, p. 2-23 ; Sprinchorn, p. 148-149.

13. Des exemplaires de cette convention sont conservés dans le S.B.S. et dans le fonds des archives coloniales (Archives nationales, Paris), cité ci-dessous sous le sigle AC.

beaucoup. Le rapport d'un fonctionnaire français à Vergennes décrivait la population en ces termes : « Il n'y a dans l'isle que cinq ou six familles différentes, normand d'origine, ils ont beaucoup multiplié et se marient toujours sans sortie de leur isle. La population est assez considérable. Leur misère ne peut aller plus loin »<sup>14</sup>. Par ailleurs la France considérait qu'il était réellement avantageux de « multiplier dans les Antilles les possessions des neutres. Cette vérité a été démontrée par les événements des deux dernières guerres »<sup>15</sup>. Etant donné la force de la flotte anglaise et la faiblesse de la flotte française aux Antilles, il était utile d'avoir des ports neutres où l'on pourrait fuir et peut-être continuer à commercer en cas de guerre.

L'annonce de la prise de possession de cette nouvelle colonie par la Suède fut reçue assez calmement dans la mère-patrie, à une exception. En Finlande qui, on s'en souviendra, fit partie intégrante du territoire suédois jusqu'en 1809, il y eut une véritable toquade pour Saint-Barthélemy puisque des gens s'enthousiasmèrent sur la perspective qu'ils entrevoyaient de suivre la bannière bleue et or vers une vie plus facile dans les régions chaudes du Nouveau Monde<sup>16</sup>. Ils furent officiellement et effectivement découragés. Gustave III et ses ministres avaient conscience des modestes débouchés qu'offrait cette île et la tenaient pour une spéculation commerciale et non pour un centre de peuplement suédois. Sa prospérité dépendait de sa neutralité dans l'éventualité probable de guerres futures entre la France et l'Angleterre et les avantages commerciaux qu'un port franc serait susceptible d'offrir. A cet égard, Staël demanda à Thomas Jefferson son opinion écrite sur ce qu'il faudrait faire pour développer le commerce de Saint-Barthélemy au profit de la Suède et des Etats-Unis. Jefferson répondit à son collègue en citant l'exemple de Saint-Eustache et en soutenant que la création à Saint-Barthélemy d'un port entièrement franc, sans aucune restriction dans les importations et les exportations, détournerait le commerce américain de Saint-Thomas et de Saint-Eustache. Il concluait en ces termes : « Les Etats-Unis ont donc intérêt à ce que Saint-Barthélemy devienne un port franc sans limitations ; et de toute évidence tel est également

---

14. AC, 6 août 1784.

15. AC (1784), « Remarques sur la manière la plus légale ».

16. Cf., par exemple : Birger Wedberg, *Tärningskat om liv och död* (Stockholm, 1935), p. 51 et ss.

l'intérête de la Suède »<sup>17</sup>. L'opinion de l'Américain ne faisait que confirmer la décision, qui avait déjà été prise de faire de l'excellent port de l'île, le Carénage, un port franc<sup>18</sup>.

Les premiers Suédois arrivèrent au printemps de l'année 1785 et se mirent au travail pour créer une ville, puisqu'il n'en avait existé aucune auparavant, et pour rendre l'île et la mère-patrie prospères. Des édifices publics ainsi que des entrepôts furent bâtis, on construisit des fortifications défensives, (l'actuelle station météorologique est édifiée parmi les ruines du fort Gustave), on fit des études pour établir le tracé des rues, des lots de terre furent arpentés, affermés et vendus, et le cadastre de l'île fut élaboré. Il faut dans une grande mesure attribuer le mérite de la haute qualité de ce travail à l'habile secrétaire du Gouvernement, le Dr Samuel Fahlberg, qui était correspondant de l'Académie des Sciences suédoise<sup>19</sup>. Le premier gouverneur, Samuel M. Von Rayalin, augurait bien de l'avenir de l'île, surtout dans le cas où il y aurait une guerre. Il se demanda s'il devait suivre le précédent créé par le gouverneur danois de Saint-Thomas au cours du dernier conflit anglo-français et permettre aux navires étrangers de quitter Saint-Barthélemy avec un pavillon suédois après versement d'une somme rondelette à la couronne<sup>20</sup>. Même s'il constatait que les Français avaient négligé l'île<sup>21</sup>, il espérait bien que les Suédois pourraient mieux faire, et il commença même à encourager la culture de la canne à sucre<sup>22</sup>.

---

17. Consulter *Papers of Thomas Jefferson*, tome IX (Princeton, 1954), p. 633-634, publiés par Julian P. Boyd. Le même sujet est traité dans d'autres publications dont, par exemple, *The Adams - Jefferson Letters*, tome I (Chapel Hill, 1959), p. 135.

18. *Kungl. Maj.:ts nadiga kungörelse, som förklarar ön St. Barthélemy för en fri hamn eller Porto Franco*. Gifwen Drottningholms Slott. Den 7 september 1785.

19. On trouve des documents biographiques sur Fahlberg et l'original de sa belle carte de l'île dans la collection de la *Svenska Vetenskapsakademiens Bibliotek* (Stockholm) voir aussi *Svensktbiografiskt lexikon*, tome XV (Stockholm, 1956), p. 1-6.

20. S B S, 20 mai 1785.

21. S B S, 24 février 1786.

22. S B S, 16 décembre 1785. Pierre Bernier fut récompensé pour ses efforts en faveur de la canne à sucre, efforts qui, malheureusement, ne furent pas couronnés de succès

La position du gouverneur, que l'on appelait aussi commandant, fut affaiblie par l'institution, en 1785, d'une Compagnie suédoise des Indes Occidentales qui reçut non pas un monopole, mais des prérogatives considérables en matière commerciale et eut en même temps pour mission d'entretenir les fonctionnaires de la colonie, à l'exception du gouverneur, de son état-major, et de la garnison qui relevaient directement de la couronne<sup>23</sup>. La Compagnie fut aussi chargée de percevoir les divers droits de port et de douane (un port franc n'assure jamais une entière franchise douanière), dont 25 pour cent devaient revenir à la couronne. Le principal représentant de la Compagnie était évidemment un homme très puissant dans la colonie, et ce système devait forcément engendrer des conflits entre le gouverneur et la Compagnie<sup>24</sup>. Malgré les effets d'un cyclone<sup>25</sup>, de la maladie et du manque d'eau, les négociants continuèrent à arriver des îles voisines en 1785 et 1786, et le commerce se créa là où il n'avait jamais existé auparavant<sup>26</sup>. Dans son rapport du 29 juillet 1786, Rayalin nota qu'au début les habitants des autres îles avaient douté de l'importance que Saint-Barthélemy pût jamais avoir pour la Suède mais que maintenant, après un an et demi, ils en étaient convaincus<sup>27</sup>. Les déplacements rapides qu'effectuaient certains commerçants dans les îles leur permettaient d'échapper à leurs créanciers en recherchant la protection des tribunaux d'un autre pays<sup>28</sup>. En 1787, un observateur suédois put noter à propos de « Gustavia, la nouvelle-née » (car la nouvelle ville fut appelée ainsi en hommage au souverain régnant de Suède, Gustave III) : « Avec le temps cette ville deviendra très attrayante et importante... Les habitants en sont Anglais, Français et Suédois, pour la plupart, bien que l'on y trouve des gens de toutes nationalités et langues, Hollandais, Danois, Américains, Espagnols, Allemands etc. »<sup>29</sup>. Un grand nombre de navires en provenance

---

23. Hildebrand, *Den svenska kolonin*, p. 117-121.

24. Le meilleur exposé de ces difficultés et conflits se trouve dans le livre d'Ingegerd Hildebrand.

25. S B S, 16 décembre 1785.

26. S B S, 1<sup>er</sup> juin 1786 ; S B S, 25 juin 1786.

27. S B S.

28. C'est le cas pour Lauritz H. Haasum, né au Danemark, qui, soupçonné, dut quitter Saint-Eustache.

29. *Carlanders dagbok*, Svenska Läkare - Sällskapetets Archiv, Riksarkivet, Ostermalm, Stockholm.

de toutes les Antilles firent relâche dans le nouveau port en avril, mai, et juin 1787, quoique le successeur de Rayalin au poste de gouverneur, P.H. Von Rosenstein, craignît que les bruits qui couraient sur l'établissement de Roseau, à la Dominique, et des principaux ports jamaïquains en ports francs en septembre 1787, ne fussent peut-être fondés<sup>30</sup>. Quand cet événement se produisit en effet et que les Anglais interdirent à leurs navires de transporter aux ports neutres, tels que Gustavia, des marchandises à échanger contre des produits américains, le commerce de l'île en souffrit<sup>31</sup>. En 1788, le magistrat nouvellement désigné de la colonie, John Norderling, signala à la métropole que le revenu des droits de port et de douane ne s'élevait qu'à un sixième de ce qu'il avait été autrefois<sup>32</sup>. Néanmoins il était encore porté à l'optimisme en ce qui concernait les beaux bénéfices qu'à l'avenir la Suède tirerait de ses investissements et il faisait cette observation : « Je ne suis ici que depuis deux mois, mais je ne circule jamais à pied sans éprouver un certain sentiment de bonheur et de surprise en considérant les pittoresques aspects du lieu... Je me promène souvent à cheval dans toute l'île. Après l'arrivée des Suédois ici, l'industrie et le niveau de vie, même chez les Français, se sont améliorés »<sup>33</sup>.

Les investissements suédois étaient concentrés à Gustavia et ne pouvaient avoir que des effets indirects sur la campagne. Dès le 9 février 1787, Rayalin avait reçu de Stockholm l'ordre d'arrêter la construction de nouveaux édifices.<sup>34</sup> Il avait déjà tiré sur l'ambassadeur de Suède à Versailles pour une somme de 24.000 *piastres gourdes* et il était obligé de prendre 20.000 de plus. Les Suédois avaient même bâti une église que, d'une manière éclairée, les Luthériens et les Catholiques devaient se partager, et qui fut consacrée pendant l'été de l'année 1785<sup>35</sup>. Le 1<sup>er</sup> septembre 1788, Rosenstein, le nouveau gouverneur, exprima le regret que des dépenses supplémentaires fussent nécessaires pour remettre

---

30. S B S, 6 juillet 1787.

31. S B S, 22 septembre 1787.

32. Sture M. Waller, *S:t Barthélemy, 1785-1801, Historiskt arkiv*, I (Stockholm, 1954), p. 5.

33. S B S, 24 mars 1788.

34. S B S, 9 février 1787.

35. S B S, 6 juillet 1787.

de l'ordre dans les défenses de l'île, eu égard surtout aux conséquences de la guerre que la Suède faisait à la Russie depuis la fin du mois de juin 1788<sup>36</sup>. Il y avait, selon lui, un réel danger que la Russie pût organiser une expédition militaire et s'emparer de Saint-Barthélemy.

A la veille de la Révolution française, il fallait que l'optimisme touchant la valeur et l'importance de Saint-Barthélemy se justifiât en termes de bénéfices pour la Couronne et pour la Compagnie des Indes Occidentales. Le militaire Rosenstein s'occupait beaucoup pourtant des défenses et créa deux compagnies de milice à Gustavia, leur faisant faire l'exercice deux fois par semaine et postant des sentinelles aux batteries et sur toutes les belles plages de l'île<sup>37</sup>. Il se plaignait de manquer de munitions et ensuite d'avoir à payer de fortes sommes pour se les procurer<sup>38</sup>. Et il n'était pas non plus satisfait de la garnison suédoise forte de vingt-trois hommes, dont vingt et un seulement étaient en activité. L'un d'eux était tambour, et lui, tout autant que les autres avait une santé minée par l'alcool, le service et le travail<sup>39</sup>. Comme si ces ennuis ne suffisaient pas, Rosenstein dut également signaler un ralentissement de l'activité commerciale, situation qui existait depuis l'automne de l'année 1787. Outre cela une longue période de sécheresse avait occasionné de mauvaises récoltes et atteint les plantations de coton qui donnaient le seul produit exportable de l'agriculture de cette île. Il était évident que Saint-Barthélemy ne pourrait redresser son économie qu'avec des changements radicaux qui s'opéreraient hors de son horizon immédiat. Un changement de la politique pratiquée par les Anglais à l'égard du commerce antillais ou peut-être une nouvelle guerre en Europe qui remplirait Gustavia de vaisseaux appartenant aux belligérants désireux d'obtenir la protection d'un pays neutre pour le commerce qui à proprement parler était d'une importance vitale pour les habitants des Petites Antilles.

Pendant que Saint-Barthélemy se débattait au milieu des difficultés, les colonies françaises des Antilles, tout au moins les plus grandes îles, étaient florissantes. Les années qui précédèrent la Révolution française furent une période de

---

36. S B S, 1<sup>er</sup> septembre 1788

37. S B S, 31 janvier et 15 mars 1789.

38. S B S, 1<sup>er</sup> juillet et 5 août 1789.

39. SB S, 21 octobre 1789.

grande prospérité. Un fort pourcentage du commerce total de la France concernait les échanges avec les Antilles. Les importations de produits tels que le sucre, le café, le rhum et les épices dépassaient de beaucoup les exportations aux Antilles de céréales, d'articles de luxe et de vins d'origine française. En résumé, la plupart des possessions françaises, qui comprenaient non seulement Saint-Domingue (l'actuelle Haïti) mais aussi la Guadeloupe, la Martinique, les dépendances de la Guadeloupe, la moitié de Saint-Martin, Sainte-Lucie, Tobago et la Guyane française, étaient plus riches qu'à aucune autre période antérieure<sup>40</sup>. La plus importante de ces possessions était évidemment Saint-Domingue avec une population d'environ 500.000 habitants, dont 90 % étaient des esclaves<sup>41</sup>. Quoiqu'en proportion les esclaves fussent moins nombreux dans les autres Antilles françaises, seule une petite minorité goûtait les plaisirs de la civilisation et de la vie urbaine française au Cap Français (de nos jours, Cap Haïtien), à Port-au-Prince, à Basse-Terre, à Saint-Pierre et même à Fort-de-France et à Pointe-à-Pitre. À part les tensions manifestes qui existaient entre esclaves et hommes libres, il y avait toutes les autres opposant les blancs riches aux blancs pauvres, les blancs en général aux gens de couleur, et les planteurs aux négociants. Il n'en faudrait pas beaucoup pour troubler les jours de bonheur paisible aux Antilles françaises.

La secousse se produisit avec l'arrivée de la Révolution aux Antilles pendant l'automne de l'année 1789. L'histoire en est très connue, mais il est intéressant de la suivre d'un point de vue suédois<sup>42</sup>. Au mois de septembre 1790, le nouveau gouverneur suédois à Saint-Barthélemy, Carl Fredrik Bagge, fit savoir en Suède que de graves désordres s'étaient produits à la Martinique et qu'un grand nombre d'hommes de couleurs libres et quelques blancs avaient été massacrés<sup>43</sup>. Trois semaines plus tard, il écrivit que les troubles à la Martinique continuaient et qu'il avait licencié la milice parce

---

40. Cf., par exemple, J. Saintoyant, *La colonisation française sous l'Ancien Régime*, tome II (Paris, 1929), p. 316-359.

41. Consulter : Gabriel Hanoteaux et Alfred Martineau, *Histoire des colonies françaises*, tome I (Paris, 1929), p. 498.

42. Cf., par exemple, Henry Lémery, *La Révolution française à la Martinique* (Paris, 1936), et A. Lacour, *Histoire de la Guadeloupe*, tome II (Basse-Terre, 1857).

43. S B S, 25 septembre 1790.

qu'elle ne serait d'aucun secours en cas d'émeute violente<sup>44</sup>. Pourtant, il fallait remettre en place la garnison suédoise, en raison des habitudes naturelles des marins à terre et la nécessité de maintenir l'ordre parmi toutes sortes de gens. Comme les Américains expédiaient leurs produits en Angleterre et en France, le prix des denrées de première nécessité telles que la farine, avait doublé, faisant diminuer encore le pouvoir d'achat des faibles salaires payés par la Couronne suédoise<sup>45</sup>.

En février 1791, Bagge put écrire que les événements de la Révolution française avaient des répercussions directes sur l'île<sup>46</sup>. Les gens des campagnes refusaient de réparer les routes, et il ne pouvait faire grand chose avec le grand nombre de malades que comptait sa garnison. Les nouvelles de la Martinique continuaient d'être alarmantes, et le bruit courait de toutes parts que des espions à la solde de ce parti-ci ou de celui-là parcouraient les Antilles et renseignaient leurs patrons sur les cargaisons et les mouvements de navires au profit des corsaires. En outre, l'amiral anglais, chef de la station navale d'Antigues, avait croisé dans les parages de Saint-Barthélemy et manifesté ainsi tout l'intérêt que les Anglais y attachaient. En septembre 1791, Bagge écrivit à Stockholm pour annoncer la nouvelle du soulèvement d'esclaves commencé le 22 août à Saint-Domingue<sup>47</sup>. Des agents venus des îles françaises et brandissant des déclarations révolutionnaires contre l'esclavage et en faveur des droits de l'homme, essayaient aussi de soulever la population de Saint-Barthélemy. Au mois de janvier suivant, il fit un rapport sur les horribles massacres de Saint-Domingue et mettant l'accent sur l'incendie des maisons, sur les dévastations causées aux plantations, et sur le défilé ininterrompu des réfugiés qui avaient commencé à affluer en novembre 1791<sup>48</sup>. Bagge pensait que les luttes atroces entre blancs et noirs se propageraient certainement dans toutes les Antilles à moins qu'un remède ne fût rapidement trouvé. Aux Antilles danoises (Sainte-Croix, Saint-Jean et Saint-Thomas) par exemple, on craignait un soulèvement général des esclaves.

---

44. S B S, 15 octobre 1790.

45. S B S, 16 décembre 1790.

46. S B S, 19 février 1791.

47. S B S, 20 septembre 1791.

48. S B S, 5 janvier 1792.

un groupe composé de mulâtres libres, de noirs, et « d'aventuriers blancs » circulait entre les diverses îles, en tenant des discours sur les droits de l'homme, sans distinction de race et de couleur. En août 1792, Bagge dut transmettre à Stockholm la mauvaise nouvelle d'un cyclone dévastateur<sup>49</sup>. On se souvient de ces vers de mirliton : « Juillet — ne pas se fier, Août — ni peu ni prou, Septembre — ne rappelle point Décembre, Octobre — la nature est sobre ».

Quand la guerre éclata entre la France et l'Angleterre en 1793, les Antilles aussi y furent naturellement entraînées. On n'a qu'à se souvenir des activités du citoyen Genêt, qui armait des corsaires afin d'intercepter les navires marchands anglais lorsqu'ils quittaient la sécurité des ports américains, pour comprendre les difficultés auxquelles se heurtaient les puissances maritimes neutres. Mais la politique de neutralité comportait également des avantages et la déclaration de non engagement, faite par les Etats-Unis, le 22 avril 1793, signifiait en réalité la dénonciation des obligations conventionnelles envers la France, de manière à conserver ces avantages<sup>50</sup>. Les Etats-Unis ne voulaient point garantir la sécurité des Antilles françaises. En attendant, Saint-Barthélemy réagissait aussi à la nouvelle situation, et l'arrivée de négociants qui spéculaient sur la possibilité de bénéfices rapides, fit de Gustavia une active place commerciale. Cela ne passa pas inaperçu des Anglais et, en mai 1793, Bagge signala que le commerce de l'île était lésé par les entraves que mettaient les Anglais à la navigation de tous les vaisseaux marchands<sup>51</sup>. Il sollicitait l'envoi d'une corvette pour les tenir à distance. En même temps, il entra en correspondance avec les fonctionnaires anglais des îles voisines au sujet des mauvais traitements que subissaient les nationaux suédois vivant dans leurs juridictions. Les droits des neutres n'occupaient pas la première place dans les pensées des Anglais à cette époque, et, une fois, un corsaire anglais s'empara d'un vaisseau suédois à l'intérieur des eaux territoriales de Saint-Barthélemy<sup>52</sup>.

---

49. S B S, 11 août 1792.

50. Cette déclaration fut faite le 22 avril 1793, deux semaines seulement après l'arrivée de Genêt à Charleston, en Caroline du Sud. C'était l'article XI du traité d'alliance avec la France dont on ne tenait effectivement aucun compte.

51. S B S, 28 mai 1793.

52. *La Resource* (rapport de Bagge, S B S, 22 juin 1793).

Pendant l'automne de l'année 1793, Sir John Jervis fut promu vice-amiral de la flotte anglaise et son ami, le lieutenant-général Sir Charles Grey, fut désigné pour prendre le commandement de sept mille hommes afin de porter la guerre aux Antilles françaises, conformément à l'usage établi pour les guerres anglo-françaises au 18<sup>me</sup> siècle<sup>53</sup>. Le 18 mars 1794, la Martinique tomba aux mains des Anglais, et les planteurs et émigrés, qui avaient collaboré avec les envahisseurs, revinrent au pouvoir. A la fin du mois d'avril, Sainte-Lucie et la Guadeloupe furent également capturées et le drapeau tricolore ayant disparu des Petites Antilles Saint-Barthélemy devint alors le refuge des partisans de la Révolution qui fuyaient les représailles royalistes<sup>54</sup>. Lorsque, le 21 juin 1794, par une heureuse conjonction d'intrépidité et de chance, Victor Hugues, le commissaire envoyé par la Convention nationale de Paris, réussit à reprendre, au nom de la République, une partie de la Guadeloupe, les réfugiés royalistes de cette île prirent eux aussi le chemin de Gustavia. Bagge, dans un rapport, nota que : « Bien des jours, la population de cette île s'accroît d'une centaine d'âmes »<sup>55</sup>. Puis il se servit de ce phénomène pour expliquer une forte hausse des prix ainsi qu'un nouveau besoin de renforts militaires et navals. Dans l'intervalle, le nombre de Français vivant dans l'île préoccupait les Anglais et ils en vinrent à prétendre que deux bâtiments avaient été armés en corsaires à Saint-Barthélemy<sup>56</sup>. Sir John Jervis alla jusqu'à menacer l'île de destruction totale, en ajoutant : « Dès que j'aurai achevé ce que j'ai à faire ici (à la Guadeloupe) »<sup>57</sup>. Pourtant il ne termina pas sa tâche car, en décembre 1794, la Guadeloupe entière, grâce à Victor Hugues, était de nouveau aux mains des Français. En évacuant les dernières troupes anglaises, Jervis s'aperçut que « malheureusement, il n'était pas possible de venir en aide aux royalistes de l'île, et il fallut les abandonner à la merci de ce monstre barbare, Victor

---

53. Il n'y avait pas longtemps que les Anglais s'étaient emparés des principales îles françaises pendant la guerre de l'Indépendance Américaine. Sur Jervis, consulter W.V. Anson, *The Life of John Jervis, Admiral Lord St-Vincent* (Londres, 1913), p. 855 et ss.

54. S B S, 2 juin 1794.

55. S B S, 21 juin 1794.

56. S B S, 12 juillet 1794.

57. S B S, 18 juin 1794 (lettre de Jervis à Bagge).

Hugues<sup>58</sup>...». Ni les républicains français, ni les royalistes ne pouvaient beaucoup remercier les Anglais.

Le jeune Victor Hugues, qui avait eu l'expérience des Antilles aussi bien que celle de la France métropolitaine révolutionnaire commença dès lors à réorganiser systématiquement tous les aspects du gouvernement, de la société et de l'économie de la Guadeloupe<sup>59</sup>. Il introduisit la guillotine et la terreur, et parvint ainsi à ses fins. En attendant, il devint de sa propre autorité le chef économique, aussi bien que militaire et politique de l'île. Il arma et contribua à l'achat d'un grand nombre de navires corsaires, qui furent équipés en toute hâte pour faire des prises et reçurent de vrais noms révolutionnaires tels que « Ça Ira », « La Carmagnole », « Le Sans Culotte », « Le Tyrannicide », etc... Il réduisit aussi les importations et exportations faites par les particuliers et concentra le commerce aux mains d'agents du gouvernement placés l'un à Pointe-à-Pitre, dont le nouveau nom était Port de la Liberté et l'autre à Basse-Terre. Pour faire du commerce, il fallait disposer d'un port neutre où l'on pouvait acheter et vendre des marchandises. Ce port était Gustavia où Hugues et Lebas désignèrent le citoyen Bigard pour prendre en main les affaires de la République française<sup>60</sup>.

En 1795, Saint-Barthélemy était un lieu favorable pour un agent d'Hugues. En premier lieu, le gouverneur suédois, Bagge, était maintenant l'obligé de V. Hugues. On l'avait persuadé d'acheter un brick « Le Courrier », en 1794 et lorsque ce navire fut capturé par les Anglais et amené à Antigua en décembre de la même année, Bagge dut en

---

58. Consulter Anson, *The Life of John Jervis*, p. 105. V. Hugues fut souvent appelé de noms peu désirables par ses contemporains ; par exemple, « la brute bien connue », « le meilleur élève de Robespierre », ou même « cet anthropophage », cette dernière épithète malsonnante se trouve dans l'article de M.E. Mc Intosh et B.C. Weber, *Une correspondance familiale au temps des troubles de Saint-Domingue (1791-1796)*, dans la *Revue d'histoire des Colonies*, tome XLV, 1958, p. 269-270.

59. Le meilleur jugement sommaire sur l'administration d'Hugues est peut-être celui de Gardner W. Allen, *Our Naval War with France* (Boston, 1909), p. 35 : « Cruel mais capable ».

60. On rencontre à plusieurs reprises des membres de la famille Bigard dans l'histoire de Saint-Barthélemy. La correspondance du citoyen Bigard conservée aux AC commence en février 1795.

payer la rançon<sup>61</sup>. Il s'ensuivit qu'il eût été ruiné si Hugues n'avait « été équitable et très magnanime »<sup>62</sup>. Bagge hésita dorénavant à appuyer les réclamations des firmes commerciales de Gustavia qui avaient des créances sur les Français. Hugues était satisfait. Comme il le dit lui-même : « Les louables procédés du gouverneur ne nous ont pas surpris, nous connaissons ses bonnes intentions »<sup>63</sup>. Le magistrat suédois, Nordeling, visita la Guadeloupe et fut reçu par Hugues et Lebas en février 1794<sup>64</sup>. Pressentant qu'Hugues projetait de s'emparer d'autres îles, il informa les fonctionnaires français que l'on pouvait se procurer une bonne carte d'Antigues à Gustavia. Il ne savait pas que Victor Hugues se proposait de faire courir le bruit d'une attaque à Antigues afin de dissimuler ses vrais plans d'invasion. La stratégie de Victor Hugues consistait à « occuper l'ennemi par trois ou quatre endroits..., il n'y a nul doute que nous ne réussissions d'après les mesures que nous avons prises et les moyens que nous employerons »<sup>65</sup>.

En mars et avril 1795, des forces françaises venues de la Guadeloupe, commencèrent, sans aucune aide de la France, à libérer les îles l'une après l'autre. L'intrépide Hugues écrivit à Bigard en mars : « Nos troupes ont heureusement débarqué à Sainte-Lucie, tout va bien, partout les gros ventres à bierre ont peur... »<sup>66</sup>. Le travail de Bigard à Gustavia consistait à la fois à vendre et à acheter. Parfois on le blâmait d'avoir payé trop cher des cordages et des câbles, d'autres fois, on lui rappelait que « Les hommes à l'argent ne sont jamais Républicains »<sup>66a</sup> ou bien on lui conseillait de cesser ses « réflexions et lamentations sur le sucre de Saint-Martin. L'intérêt n'a jamais guidé les armes de la République. Elle ne mettra jamais à contribution le sang de ses concitoyens avec un peu d'or. Si ces principes n'eussent

---

61. Cf., Hildebrand, *Den svenska kolonin*, p. 276-277.

62. *Handel och sjöfart, Riksarkivet* (Stockholm) : lettre de Norderling à la Compagnie des Indes Occidentales (30 juin 1796).

63. AC, 5 février 1795 (toute cette correspondance utilise le calendrier révolutionnaire).

64. AC, 15 février 1795.

65. AC, 15 février 1795.

66. AC, 22 mars 1795.

66a. AC, 24 mars 1795.

guidés, il y a longtemps que la Guadeloupe serait aux Anglais »<sup>67</sup>.

Le port de Gustavia fut actif au cours des années 1795 et 1796<sup>68</sup>. Une grande partie de son commerce se faisait avec la Guadeloupe, car la République trouvait qu'il était plus avantageux de vendre sur la place de Gustavia que sur celle de Basse-Terre<sup>69</sup>. En même temps, on pouvait facilement se procurer à Gustavia de fausses autorisations pour assurer la libre circulation des navires qui apportaient des vivres aux troupes républicaines dans les îles nouvellement conquises. Mais Hugues avait conscience de l'existence d'une scission entre les fonctionnaires suédois, avec le gouverneur d'un côté et la Compagnie des Indes Occidentales ainsi que le magistrat Norderling de l'autre. Ce dernier désapprouvait les relations amicales qu'avaient nouées Bagge et Hugues. Elles étaient si profondes qu'ils entretenaient même une correspondance privée, et Bagge employait le secrétaire du gouvernement, Shürer, comme envoyé personnel à la Guadeloupe<sup>70</sup>. Les ennemis de la République française et ceux de Bagge furent représentés dans une lettre comme « La cabale russe et prussienne qui est à Saint-Barthélemy »<sup>71</sup>. Norderling, lui-même, sentait le mécontentement de Hugues et s'éleva contre la rumeur selon laquelle Hugues l'avait qualifié d'espion anglais<sup>72</sup>.

Lorsque, à la fin de 1795, Hugues apprit que le Comité de Salut public avait approuvé son action à la Guadeloupe, Bagge eut à faire face à une plus grande désapprobation dans la colonie qu'il administrait<sup>73</sup>. Finalement, au grand regret de Victor Hugues, Bagge fut rappelé. Le printemps suivant, Hugues écrivit à Bagge qu'il allait faire parvenir à Paris et à l'ambassadeur de France à Stockholm, des re-

---

67. AC, 27 mars 1795.

68. Les importations et les exportations pour 1795 et 1796 furent les plus importantes jamais enregistrées pour deux ans dans l'histoire de la colonie (Sture M. Waller, *S:t Barthélemy*, p. 29).

69. AC, 25 mai 1795.

70. AC, 19 juin 1795.

71. AC, 6 mai 1795.

72. AC, 21 juillet 1795.

73. AC, 22 octobre 1795. Hildebrand, *Den svenska kolonin*, p. 280 et ss.

commandations en sa faveur, en espérant qu'elles faciliteraient « le triomphe que vous devez obtenir sur vos ennemis »<sup>74</sup>. Dans sa lettre au ministre français de la Marine, Victor Hugues déclarait simplement que Bagge « cet ami des Français est sacrifié au ressentiment des émigrés et des Anglais » et que c'était « un philosophe, un brave homme... »<sup>75</sup>.

Le successeur de Bagge, Georg af Trolle, n'était pas un homme accommodant et, en août 1796, Hugues écrivit à Bigard de vendre les stocks entreposés à Gustavia et de s'abstenir d'acheter quoi que ce soit à Saint-Barthélemy sans ordres explicites. Il concluait : « il paraît que Saint-Barthélemy est devenue le repaire de nos ennemis »<sup>76</sup>. Dans une lettre adressée à Trolle, Hugues spécifiait ces ennemis : « M. Norderling, Juge, un misérable renégat nommé Bernier, et le médecin de votre île. Ce sont des hommes contre lesquels M. Bagge a eu constamment à lutter pour parvenir à être d'intelligence avec nous »<sup>77</sup>. Dans d'autres lettres il représentait la colonie suédoise comme le refuge de ceux qui avaient fomenté une insurrection à Saint-Martin<sup>78</sup> et comme un lieu où autrefois « nous ne comptions que des amis et qu'aujourd'hui nous pouvons regarder comme entièrement peuplé d'ennemis »<sup>79</sup>. La condamnation par Norderling de l'équipage d'un vaisseau français amena Hugues à interdire à tous les navires français de rester plus de vingt-quatre heures à Saint-Barthélemy à moins d'être en détresse ou menacés par l'ennemi. Saint-Barthélemy, écrivit Hugues au conseil et au gouverneur, avait jadis été « le refuge des Français, mais aujourd'hui Saint-Barthélemy est devenu le repaire des rebelles et des émigrés »<sup>80</sup>. Une lettre contenait même cette menace : « Si le gouvernement suédois ne respecte pas à Saint-Barthélemy le gouvernement français, la République a assez de moyens pour le faire respecter et si ses ennemis machinent à Saint-Barthélemy, elle saura s'en défaire là comme ailleurs »<sup>80a</sup>. Finalement, les ports des

---

74. AC, 6 mai 1796.

75. AC, 6 mai 1796.

76. AC, 13 août 1796.

77. AC, 29 septembre 1796.

78. AC, 29 septembre 1796.

80. 1<sup>er</sup> novembre 1796.

80a. AC, 2 novembre 1796.

Antilles contrôlés par les républicains furent fermés aux navires suédois.

Dans l'île, le commerce n'alla plus<sup>81</sup>. Au printemps de l'année 1797, Trolle envoya Shürer à la Guadeloupe pour négocier la restitution de plusieurs vaisseaux capturés par les corsaires de Victor Hugues. Dans sa réponse à Shürer, Hugues donna parfaitement l'impression d'être prêt à renouer une fois de plus les vieilles relations amicales<sup>82</sup>. Pourtant, Saint-Barthélemy en 1797, n'avait plus pour Hugues la même importance qu'elle avait eue en 1795. Les très vastes possessions dont il s'était emparé lui donnaient tous les débouchés commerciaux nécessaires. Il sentait aussi que son séjour aux îles touchait à sa fin et tournait de plus en plus ses regards vers l'Europe<sup>83</sup>. Pendant l'automne de l'année 1797, il estima que l'Angleterre était bien affaiblie et, quant à la Suède, on apprenait qu'elle « paraît s'éloigner de nous, ce sera un impuissant ennemi de plus »<sup>84</sup>. Au cours de la même période, par suite apparemment de ses activités anti-républicaines, Norderling fut rappelé en Suède<sup>85</sup>. Sans prêter attention à cette mesure, les représentants du Directoire à la Guadeloupe écrivirent à Bigard en ces termes, le 26 novembre 1797 : « Nous sommes aussi dans l'intention de faire cesser vos fonctions et de traiter conformément à la loi en émigré toute personne qui habite cette isle sans autorisation particulière. Le gouvernement aujourd'hui est bien convaincu que ses amis ne sont pas dans les pays neutres et je crois qu'avant peu tout ce qui ne sera pas pour nous se sera contre nous »<sup>86</sup>.

En avril 1798, Bigard avait été informé que ses services n'étaient plus nécessaires et qu'il ne percevrait plus son traitement<sup>87</sup>. Le 13 mai, Trolle apprit que les relations étaient dès lors rompues, et Hugues était en état de guerre larvée

---

81. Ceci peut expliquer l'action du ministre plénipotentiaire de Suède à Berlin qui proposa à John Quincy Adams l'achat de l'île par les Etats-Unis pour la somme qu'elle avait coûtée à l'état suédois depuis 1784 (*Writings of John Quincy Adams*, publiés par Ford, tome II, New-York, 1913, p. 381-382).

82. AC, 21 mars 1797.

83. AC, 3 septembre 1797.

84. AC, 7 septembre 1797.

85. Sture M. Waller. *St Barthélemy*, p. 18-19.

86. AC, 26 novembre 1797.

87. AC, 10 avril 1798.

avec tous les neutres<sup>88</sup>. En guise d'ultime manifestation sentimentale, en souvenir de l'amitié d'autrefois, Victor Hugues restitua à Bagge le *Fädernesland*, navire lui appartenant, qu'un de ses corsaires avait capturé<sup>89</sup>. Pour préserver les navires marchands américains circulant dans la mer caraïbe des déprédations auxquelles se livraient les corsaires de Victor Hugues, des vaisseaux de guerre américains furent envoyés dans les parages de Saint-Barthélemy pendant l'été de l'année 1798<sup>90</sup>. Un Suédois qui venait d'y arriver nota que les ennuis qu'avait la France avec les Etats-Unis avaient incité celle-ci à respecter davantage la neutralité suédoise. Cependant, il résumait la situation d'un ton plaintif : « Nous sommes ici les vassaux d'un commissaire français en proie à la folie et ses déprédations et actes illégaux sont dûs à la faiblesse de notre position »<sup>91</sup>. Ce « commissaire français devenu fou » fut renvoyé de force en France au mois de décembre 1798, et il s'ensuivit à Gustavia une notable relance de l'activité commerciale<sup>92</sup>. Les vaisseaux américains faisaient si souvent relâche qu'un consul des Etats-Unis fut nommé à Gustavia, bien qu'il ne fût jamais officiellement reconnu<sup>93</sup>. Les navires des Etats-Unis touchaient Gustavia pour prendre des espars mais aussi pour échanger leurs cargaisons de produits américains et charger les marchandises des îles françaises et anglaises entreposées à Gustavia<sup>94</sup>. Il y avait à cette époque-là

---

88. AC, 13 mai 1798.

89. AC, 15 septembre 1798.

90. La frégate américaine *United States* croisait au large de Saint-Barthélemy le 29 août 1798 (*Naval Documents*, tome I, Washington, 1935, p. 354 et tome II, p. 507-508).

91. S B S, lettre d'A. Bergstedt à von Hauswolff (9 juin 1798).

92. Sture M. Waller, *St Barthélemy*, p. 29.

93. Consulter les dépêches des consuls des Etats-Unis à Saint-Barthélemy (Archives nationales, Washington, D.C.). La première dépêche de Job Walle porte la date du 30 juin 1799. Le capitaine Thomas Tinguay se plaignait au Secrétaire d'Etat à la Marine de ce que, ce mois-là, Gustavia était « le port le plus nuisible, selon mon opinion, à notre commerce qu'aucun autre aux Indes occidentales » (*Naval Documents*, tome III, Washington, 1936, p. 346). Dans son bref aperçu sur « St. Bartholomew : Sweden's Colonial Diplomatic Adventure in the Caribbean », *Hispanic American historical Review*, tome XIV, 1934, p. 307-324, Reinhard H. Luthin a utilisé des documents américains de première main.

94. Dépêches des consuls des Etats-Unis à Saint-Barthélemy (Archives nationales, Washington) : missive de Job Walle à Timothy Piking (8 avril 1800).

à Gustavia environ cinq mille personnes, parmi lesquelles on ne comptait pas moins de vingt-deux tenanciers de débits de boissons alcoolisées, qui avaient pour principaux clients les marins assoifés<sup>95</sup>. En somme, pour la première fois depuis son acquisition, on eût dit que, dix ans après le début de la Révolution française, cette petite île suédoise des Antilles allait justifier l'optimisme de ceux qui s'y étaient établis les premiers, et serait une source de richesse pendant une longue période de guerre. La Révolution française avait affecté Saint-Barthélemy, et Saint-Barthélemy dans une faible mesure, avait influé sur la marche de la Révolution aux Antilles françaises<sup>96</sup>.

**Ernst EKMAN**

---

95. E.O.E. Högström, *S. Barthélemy under svenskt välde* (Upsal, 1888), p. 15. Cet ouvrage demeure la seule histoire générale de l'île.

96. Nous remercions vivement M. Ernst Ekman, professeur à l'Université de Californie (Riverside) qui a bien voulu autoriser la publication de cet article dans le *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe* et a revu le texte des documents cités. La traduction de l'article, publié en anglais par M. Ekman dans la revue *Caribbean Studies* (vol. 3, n° 4, p. 17-29), a été effectuée par M. Harry Louis, professeur au lycée de Pointe-à-Pitre.